



## Conseil économique et social

Distr. générale  
20 novembre 2013  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

Cinquante-deuxième session

11-21 février 2014

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous**

### **Déclaration présentée par AARP, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



## Déclaration

AARP est une organisation non partisane à but non lucratif, comptant plus de 37 millions de membres, qui aide les gens à faire de leurs buts et rêves de réelles possibilités, renforce les collectivités et lutte pour les questions qui importent le plus pour les familles, telles que les soins de santé, l'emploi et la sécurité des revenus, la planification de la retraite, des services de distribution abordables et la protection contre les pratiques financières abusives.

Depuis près de 40 ans, AARP collabore avec l'Organisation des Nations Unies en participant à de grandes conférences et en aidant à constituer, à l'échelle internationale, un groupe d'intérêts international sur le vieillissement. Depuis sa création en 1958, elle joue, au niveau mondial, un rôle de premier plan en matière d'information et de sensibilisation sur les questions ayant trait au vieillissement. Forte de son expérience, elle renforce le réseau de défenseurs qui estiment que chacun doit pouvoir vieillir dans la dignité.

AARP est honorée de participer à la cinquante-deuxième session de la Commission du développement social et félicite l'Organisation des Nations Unies pour les initiatives précédentes qu'elle a prises en vue d'intégrer le vieillissement dans la planification du développement.

Nous sommes à présent engagés dans la deuxième décennie de ce qu'il est convenu d'appeler le « siècle du vieillissement », dont les caractéristiques sont bien connues. Parmi les projections les plus redoutables, on peut citer le fait que d'ici à 2045, pour la première fois de l'histoire, la population mondiale âgée de plus de 60 ans sera plus nombreuse que les enfants; d'ici à 2050, une personne sur cinq dans les pays en développement aura plus de 60 ans.

À l'échelle mondiale, les deux tiers de toutes les personnes qui ont atteint l'âge de 65 ans depuis le début de l'humanité vivent aujourd'hui. Des paliers majeurs sont franchis et l'on ne sait pas avec certitude quelles seront les conséquences pour le développement.

Alors que ces bouleversements démographiques redessinent les contextes de la sécurité sociale dans le monde entier, la capacité des gouvernements d'assurer une qualité de vie à des centaines de millions de citoyens âgés sera mise à l'épreuve. Les pactes sociaux devront être réajustés et les systèmes d'appui transformés pour satisfaire les besoins des personnes âgées. Pour AARP, ces bouleversements amènent à se demander comment ces dernières vivront : est-ce que leur voisinage sera « vivable »? Auront-elles accès aux soins de santé dont elles ont besoin? Dans quelle mesure leur sécurité financière sera-t-elle assurée?

Nombreux sont ceux qui considèrent que le vieillissement est une question de développement qui ne nécessite pas une grande attention. Pour AARP, il n'en est rien. Il s'agit au contraire d'une des questions les plus importantes sur le plan stratégique que le monde ait jamais connues. Le vieillissement mondial des populations exige notre attention et nos investissements. Il faut commencer par changer les façons dont les sociétés perçoivent ce que cela signifie d'avoir plus de 50 ans.

Il va de soi à présent que la position des personnes âgées dans toutes les sociétés est inextricablement liée à l'élaboration de stratégies pour assurer l'équité sociale, la santé et la croissance économique, les trois piliers du développement. À

AARP, nous pensons qu'il est également important de considérer la longévité comme un acquis, non comme un problème. Agir de la sorte ouvre des possibilités accrues pour le type d'innovation au niveau des politiques nécessaire pour que ces piliers profitent à tout le monde, partout.

AARP est optimiste. Nous avons toujours considéré que le vieillissement offrait la possibilité de tirer parti de la sagesse et de la valeur des personnes âgées de façon à améliorer la société pour tous en appuyant des choix de politiques qui, par exemple a) encouragent le vieillissement dans des localités qui offrent des logements abordables, des services accessibles et des possibilités suffisantes en matière de mobilité; b) donnent aux individus les moyens d'être des consommateurs de soins de santé informés; c) permettent aux personnes âgées de vivre plus longtemps, contribuant ce faisant à dynamiser les marchés de l'emploi.

Les préjugés et la discrimination contre les personnes âgées perdurent et entravent l'inclusion sociale, toutefois. La mauvaise gouvernance dans de nombreux pays perpétue les obstacles à l'accès des personnes âgées aux services vitaux et viole leurs droits fondamentaux. Une pauvreté accablante continue d'emprisonner des millions de personnes, les coupant bel et bien de tout engagement effectif dans la vie publique.

Le problème persistant est d'éliminer les barrières, de préserver les droits et de créer des conditions propices à une évolution positive pour les personnes âgées où qu'elles soient. Il faut pour cela appeler l'attention sur des phénomènes que l'on retrouve dans de nombreux pays, à savoir le vieillissement rapide de la population, une amélioration de l'espérance de vie, des problèmes qui se posent au niveau des soins de santé et l'incertitude sur le plan financier. Le prisme du développement que nous utilisons pour faire face à ces phénomènes revêt une importance critique.

Le fait de considérer que le vieillissement est une chance est primordial dans notre réflexion. Cette perspective considère l'engagement dans le développement comme neutre par rapport à l'âge et aux capacités. Elle considère le développement comme un moyen d'élargir les possibilités pour tous. Elle s'attend à ce que le prochain programme de développement adopte cette attitude face au cours de la vie.

Compte tenu de ce qui précède, pour nous, personne, y compris les personnes âgées et les groupes marginalisés, ne devrait être laissé à la traîne. Le vieillissement doit être inscrit dans le programme de développement pour l'après-2015. Les personnes âgées sont des puits de compétences, de sagesse et d'expérience. De nombreuses façons, ils constituent des atouts potentiels pour des interventions de développement durable.

L'intégration sociale découle de processus rendant les collectivités viables pour tous. Pour que les personnes de plus de 50 ans conservent leur indépendance, restent impliquées dans leur cadre de vie local et jouissent d'une qualité de la vie adéquate alors qu'elles vieillissent, elles doivent pouvoir opérer des choix en matière de mobilité, de logement, d'emploi et de services de soutien.

Si c'est le cas, elles quitteront plus souvent leur foyer, elles resteront liées à leurs amis, elles seront plus engagées dans la vie et elles auront un style de vie plus sain et plus équilibré. Les plus de 50 ans veulent que leur cadre de vie local soit viable parce qu'elles veulent continuer à y vivre.

Cela est vrai à l'échelle mondiale. Dans le monde entier, les gouvernements et le secteur privé répondent à ce désir fondamental d'un lieu vivable et aux tendances démographiques qui font qu'il est indispensable d'avoir des cadres de vie vivables, faisant une place à l'innovation et aux idées neuves. Dans nombre de pays, des marchés de proximité vivables se constituent – en matière de logement, de technologie, de transports et de services – là où ils n'existaient pas.

Les contributions des personnes âgées aux collectivités témoignent du pouvoir des relations intergénérationnelles solides. Tant de grands-parents, par exemple, sont le pilier, le cœur et l'âme d'un village partout dans le monde. Pour eux, élever des petits-enfants orphelins cela revient à préserver un mode de vie centré sur le cadre de vie local et à fournir une certaine familiarité, de la sécurité et de l'espoir, ce qui aide les enfants à s'épanouir.

La vérité est que les générations sont liées plus étroitement aujourd'hui que jamais. Chaque génération essaye d'aider la suivante. Cette interdépendance dure toute la vie. C'est une notion qui transcende toutes les choses qui divisent les peuples, les nations et les gouvernements et constitue le fondement de l'intégration sociale où que ce soit.

Un jour, Gandhi nous a exhortés à nous souvenir du visage de la personne la plus pauvre et la plus faible que nous ayons vue et à nous demander si ce que nous envisageons de faire lui serait utile d'une quelconque façon. Cette idée nous fait prendre conscience de la réalité tenace de l'inégalité, de la réalité que des millions de personnes sont laissées à la traîne.

Nous ne pouvons plus nous contenter de bonnes paroles face aux disparités et à l'inégalité. L'inégalité, dans tout contexte, donne à penser qu'il y a inégalité d'accès aux possibilités. Sur un plan universel, le développement doit être l'antidote de l'inégalité. Le développement c'est précisément ouvrir des possibilités à tout le monde. Le prochain cadre de développement doit restaurer la crédibilité de l'idée que le développement profite à tout le monde.

Il est inacceptable que, comme l'écrit Kevin Watkins de l'Institut du développement outre-mer (Overseas Development Institute), le fait d'être né dans une famille dans une grande partie de l'Afrique multiplie par cinq le risque de mourir et que le fait d'être une fille dans les régions rurales pauvres du Pakistan fasse plus que tripler le risque de ne pas être scolarisée. Il convient de mettre clairement l'accent sur l'atténuation des disparités tout au long de la vie dans les domaines de l'éducation, de la santé et des possibilités, sans distinction fondée sur les circonstances, l'âge, la race, le handicap ou le sexe.

Cela nécessite que les dirigeants encouragent un cadre directeur qui stimule la croissance économique dans les secteurs où sont fortement concentrées les personnes marginalisées, crée des emplois plus productifs qui fassent une place aux personnes âgées et contribue à l'émergence d'un marché mondial pour les plus de 50 ans.

Plus généralement, en cherchant à éliminer la pauvreté, nous devons nous efforcer de rompre le lien réciproque entre la pauvreté et le vieillissement, qui fait que des conditions de vie précaires conduisent à l'exclusion des personnes âgées de leur cadre de vie local.

Être en bonne santé aide les personnes âgées à mener une vie productive bien remplie, même lorsqu'ils ont dépassé 70, 80 ou 90 ans. Cela contribue à pérenniser les relations intergénérationnelles qui sont souvent la différence entre la vie et la mort, en particulier là où les enfants sont des orphelins du sida, de l'emploi, des migrations et d'autres circonstances. Cela dit, les populations vieillissantes créent une nouvelle donne sanitaire qui est redoutable.

À l'échelle mondiale, près de 63 millions de personnes de plus de 60 ans souffrent de problèmes d'audition, et les deux tiers d'entre eux, proportion stupéfiante, vivent dans des pays en développement. Quant aux problèmes de vision, ce sont 120 millions de personnes de plus de 60 ans qui en souffrent, dont les trois quarts vivent dans des pays en développement. De plus, près de 80 % des décès dus à des maladies non infectieuses surviennent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Les problèmes de santé liés à l'âge, dont des maladies chroniques telles que les cardiopathies, l'arthrite et les accidents vasculaires cérébraux, touchent de façon disproportionnée les personnes âgées dans les pays les plus pauvres du fait du manque de prévention et du manque d'accès aux traitements.

Les pays en développement s'efforcent à grand peine de faire face à une montée de maladies telles que le cancer ou le diabète, domaines dans lesquels ils ont peu d'expérience. Souvent, ils ne disposent pas de financement pour des mesures de prévention telles que les examens médicaux réguliers, les examens ophtalmologiques ou des campagnes d'information sur une alimentation saine et l'exercice. En fin de compte, la planification d'un vieillissement sain ne se concrétise pas.

Les responsables des soins de santé dans les pays qui se préparent à avoir une population vieillissante ne peuvent pas se contenter de réagir aux situations. Ils doivent encourager une culture du vieillissement en bonne santé dans laquelle des initiatives sont en place pour la prévention et l'atténuation des maladies, permettant aux personnes âgées de rester mobiles et indépendantes dans leur cadre de vie. Afin de pouvoir bénéficier des avantages d'une vie plus longue, nous devons investir dans le vieillissement en bonne santé et adapter nos institutions de sorte qu'elles répondent mieux aux besoins d'une société vieillissante.

Alors que des bouleversements démographiques se produisent, des appels ont été lancés pour l'établissement plus systématique de données ventilées par âge. L'accès à ce type de donnée, toutefois, continue d'être un problème récurrent. Dans de nombreux pays, l'absence de données est si grave que l'on ne dispose pas des documents de base établissant le droit à des prestations et à une protection sociales.

Cependant, nous vivons à l'ère du numérique et le volume et la qualité des données ont fait un bond. Nous devons commencer par identifier qui est laissé à la traîne et pourquoi. Les décideurs doivent pouvoir avoir accès à des données qui peuvent littéralement changer la vie des gens. L'accès aux données peut aider les décideurs à plaider en faveur de l'augmentation de dépenses publiques, ajouter des informations basées sur des données pour étayer un choix de politique ou présenter les faits concernant la consommation publique.

La révolution informatique nous rappelle que le patrimoine commun de l'humanité reste un moyen pour les pays d'apprendre les uns des autres. Cette notion reste au cœur de l'action internationale que mène AARP : tout le monde est

gagnant lorsqu'on partage de nouvelles idées et approches face à des problèmes analogues.

AARP considère la longévité comme une réussite et une chance, non comme un problème. Nous comprenons fort bien, toutefois, que les contextes dans lesquels s'inscrit la question du vieillissement diffèrent considérablement. Dans certains pays en développement, les problèmes rencontrés peuvent être colossaux du fait que les infrastructures sociales sont inadéquates ou insuffisantes. Cela étant, il y a beaucoup à apprendre de toutes les sociétés en étudiant la conception qu'elles ont des questions de vieillissement et des soins aux personnes âgées.

En conséquence, si le vieillissement est une question de développement à l'échelle mondiale, les possibilités de réaliser des progrès sont locales et sont à trouver à ce niveau. Il nous faut à présent reconsidérer ce que nous voulons comme cadres de vie et nous efforcer de les mettre en place en ayant une vision plus positive de ce que peut-être le vieillissement.

Les gouvernements ont beaucoup à faire alors que le vieillissement de la population a des incidences sur la façon dont la société répond aux besoins de ses citoyens. AARP encourage la Commission à promouvoir un programme de développement pour l'après-2015 qui soit inclusif et assure l'autonomisation.

En fin de compte, nous devons nous demander quel type de monde nous voulons. Pour AARP, la réponse est claire : nous voulons un monde dans lequel chacun puisse vivre dans la dignité – en ayant accès à des soins de santé de qualité qui soient abordables, en pouvant assurer sa sécurité financière sur le long terme, un monde dans lequel chacun, qu'il soit jeune ou vieux, a véritablement une chance d'accomplir ses ambitions.

AARP félicite la Commission d'avoir organisé la présente session et encourage tous les participants à œuvrer en vue d'atteindre des résultats qui constituent un progrès par rapport à tous les précédents accords.

---